

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 01/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CONCASS'ALPES**

« Le Maugiel »

38112 Autrans-Méaudre en Vercors

Références : 2025 – Is145-3SD  
Code AIOT : 0006100916

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 de la carrière exploitée par la société CONCASS'ALPES au lieu-dit « Le Maugiel » 38112 Autrans-Méaudre en Vercors.

L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CONCASS'ALPES
- Lieu-dit « Le Maugiel » 38112 Autrans-Méaudre en Vercors
- Code AIOT : 0006100916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Concass'Alpes, filiale de la société Budillon-Rabatel (groupe Eiffage), est autorisée à exploiter une carrière de roche massive pour une production annuelle maximale de 130 000 tonnes/an. Des installations de traitement primaire des matériaux sont présentes sur le site. La dernière autorisation de renouvellement extension a été délivrée par arrêté préfectoral le 16

novembre 2015.

L'essentiel de la production de cette carrière est orienté vers la fourniture des entreprises et des marchés publics locaux. Une autre partie est dirigée vers l'agglomération grenobloise pour la fabrication notamment de béton désactivé en raison de la couleur blanche des matériaux calcaires. La puissance cumulée des installations de traitement primaire (crible, concasseur) étant supérieur à 200 kW (autorisée pour 995 kW), les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515, non contraires à l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2015, sont applicables au site.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Explosifs
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence(s) réglementaire(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais <sup>(1)</sup>
10	<b>Analyse des rejets des eaux pluviales polluées</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 33.3 Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58	Demande d'action corrective	3 mois
11	<b>Pollution atmosphérique Surveillance des retombées de poussières</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 34 Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 39 & 57	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence(s) réglementaire(s)	Autre information
1	<b>Production autorisée</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, articles 1 & 24	Sans objet
2	<b>Garanties financières</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 5	Sans objet
3	<b>Accès, clôtures, sécurité publique</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, articles 17, 18.3, 40 & 41	Sans objet
4	<b>Information du public</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 18.1.	Sans objet
5	<b>Défrichage et décapage des terrains</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 21	Sans objet
6	<b>Modalités d'exploitation</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 23	Sans objet
7	<b>Suivi géotechnique</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 23.4	Sans objet
8	<b>Merlon de protection</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 31	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence(s) réglementaire(s)	Autre information
9	<b>Prévention des pollutions accidentelles</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 33.1	Sans objet
12	<b>Bruit</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 36.1	Sans objet
13	<b>Vibrations liées aux tirs de mines</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 36.2	Sans objet
14	<b>Plan de circulation</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 37	Sans objet
15	<b>Plan de gestion des déchets inertes</b>	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 39	Sans objet
16	<b>Installations électriques</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 42	Sans objet
17	<b>Moyens de lutte contre l'incendie</b>	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, articles 35 & 42	Sans objet
18	<b>Déclaration annuelle GEREP - Enquête carrière</b>	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4, 6 & 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux non conformités relatives aux analyses des rejets d'eaux pluviales et à la fréquence des mesures de retombées de poussières ont été constatées.

Deux observations complémentaires ont par ailleurs été formulées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Production autorisée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, articles 1 & 24
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle maximale de 130 000 tonnes/an.</i> <i>Le volume maximal des produits à extraire est de 3 500 000 tonnes.</i>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que la production annuelle respecte la production annuelle maximale autorisée. Les conditions d'exploitation sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement. Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance.</i>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les garanties financières pour la période 2020-2025 sont actuellement couvertes par un acte de cautionnement solidaire valable jusqu'au 8 octobre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  ➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser dans un délai d'un mois le nouvel acte de cautionnement solidaire pour un montant réactualisé et valant pour la période octobre 2025 – octobre 2030. Le plan à jour présentant les différentes surfaces dédiées S1, S2 et S3 ainsi que le justificatif du calcul d'actualisation du montant seront joints.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Accès, clôtures, sécurité publique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, articles 17, 18.3, 40 & 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation. L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité, et en dehors des heures ouvrées cet accès est interdit. L'accès à la voirie publique, depuis la carrière, est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux réglementaires. Le régime de priorité sera signalé par un stop positionné sur la sortie du site. L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.</i>
<b>Constats :</b>

L'inspection des installations classées constate que les dispositions mises en œuvre pour l'accès, les clôtures et la sécurité sont conformes.

En particulier, la zone abandonnée et mise en défens, côté sud à droite en entrant sur le site, est désormais correctement signalée (panneaux), sécurisée (filets de protection) et la zone sur le carreau bas a été entièrement évacuée des derniers stocks à commercialiser. Des gabions ont été positionnés pour matérialiser l'interdiction d'accès libre notamment pour les clients de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Information du public

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 18.1.

**Thème(s) :** Situation administrative, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

*Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents :*

- *l'identité de l'installation,*
- *la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,*
- *la référence de l'autorisation (le numéro et la date du présent arrêté),*
- *l'objet des travaux,*
- *les types de déchets admissibles,*
- *les jours et heures d'ouverture,*
- *la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée »,*
- *le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police, et des services départementaux d'incendie et de secours,*
- *l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que les dispositions relatives à l'information du public sont correctement mises en œuvre et conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Défrichage et décapage des terrains

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

*Le décapage des terrains doit être en accord avec le plan de phasage et avec les arrêtés préfectoraux n°38-2015-215 du 3 août 2015 et n°38-2015-252 du 9 septembre 2015 autorisant l'altération ou la destruction d'habitats d'espèces protégées et la perturbation intentionnelle d'espèces protégées.*

*Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles qui sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.*

*Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2,5 mètres. La hauteur des stockages de stériles ne doit pas dépasser une cote égale à 5 mètres au-dessus du terrain naturel, pour limiter leur impact visuel. La hauteur de ces stocks peut être supérieure à 5 mètres lorsqu'ils sont localisés sur le carreau de la carrière.*

<p>Les matériaux de découverte nécessaires à la remise en état, et estimés à un volume de 93 940 m<sup>3</sup>, sont conservés. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambrosie...) de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Questionné par l'inspection des installations classées, l'exploitant l'informe que le défrichement et le décapage de l'horizon humifère ont lieu systématiquement et uniquement en novembre. Le jour du contrôle, aucun constat contredisant cette assertion n'est relevé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 6 : Modalités d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation – Stabilité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 1130 m NGF.</p> <p>L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs et d'engins mécaniques lourds. Il sera procédé au maximum à 20 tirs d'exploitation par an. Des tirs supplémentaires pour le modelage des fronts de plus faible intensité pourront avoir lieu lorsque l'exploitation l'exigera.</p> <p>Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Leur nombre est limité à 7.</p> <p>Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale à 10 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 7,5 mètres dans les autres cas. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p> <p>La quantité maximale d'explosif mis en œuvre pour chaque tir d'exploitation ne dépassera pas 1 200 kg. Les trous de mines auront une profondeur maximale de 15 m avec une quantité d'explosif maximale de 80 kg par trou de mine.</p> <p>L'installation de traitement sera composée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un groupe mobile de concassage primaire,</li> <li>• d'un crible mobile,</li> <li>• d'un groupe semi-mobile de concassage secondaire.</li> </ul> <p>Les installations de traitement seront situées à une distance minimale de 20 m des limites du site.</p> <p>A partir de la phase n°2 d'exploitation, les matériaux seront transportés par bande transporteuse entre le lieu d'extraction et le carreau de la carrière, lieu de traitement.</p> <p>Les stocks de matériaux auront une hauteur limitée à 10 m.</p> <p>Les matériaux seront classés suivant leurs catégories et devront être séparés correctement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• déchets du BTP à recycler,</li> <li>• stériles du site à réutiliser,</li> <li>• terre végétales,</li> <li>• matériaux à commercialiser.</li> </ul> <p>L'admission des déchets inertes sur l'installation de transit se fera conformément à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p>

**Constats :**

La cote fond de fouille se situe à environ 1133 m NGF sur le carreau bas en entrée de la carrière.

L'inspection des installations classées constate que le registre des tirs est bien à disposition et correctement renseigné (date, quantité d'explosifs, nombre de trous de foration et plans de tirs, bordereaux de livraison, suivi des vibrations, ...). Au cours de l'année 2023, 16 tirs ont été réalisés ; en 2024, 9 tirs ; et depuis début 2025, 12 tirs ont été réalisés.

La quantité maximale d'explosif mis en œuvre pour chaque tir d'exploitation ne dépasse pas 1 200 kg. Pour la plupart des tirs, la profondeur des trous de foration se limite à 7,5 mètres. La quantité d'explosif maximale de 80 kg par trou de mine est également bien respectée.

Il n'y a pas de tirs pendant la période estivale et la carrière est fermée en période hivernale (environ 3 mois de janvier à mars).

Les gradins ont une hauteur inférieure à 15 mètres.

Les hauteurs de stocks sont conformes, inférieures à 10 mètres.

Le groupe semi-mobile de concassage secondaire a été retiré du site. Il n'y a désormais plus qu'un traitement primaire sur le site d'Autrans-Méaudre avec concassage et crible pour produire des graves TP de granulométrie 0/20 et 20/80. Les engins de traitement sont correctement positionnés sur le carreau, à une distance supérieure au 20 mètres minimum des limites du site. L'abandon du traitement secondaire des matériaux sur le site permet de générer moins de poussières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Suivi géotechnique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 23.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

*Le suivi des travaux sera fait annuellement par un bureau d'étude géotechnique. Le rapport sera tenu à disposition de l'inspection.*

*L'inspection sera informée si des demandes d'actions sont préconisées dans les conclusions du rapport.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que le suivi géotechnique est bien réalisé annuellement par le bureau d'études spécialisé Solusol.

La mission confiée à Solusol comprend :

- la vérification des conditions géologiques et structurales sur les nouveaux fronts ;
- l'estimation des risques d'éboulements de blocs ou d'écaillés dans les fronts ;
- et le cas échéant, la définition des travaux de stabilisation et/sécurisation à envisager.

Depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées en septembre 2022, la géologue conseil de la carrière est intervenue sur le site les 7 novembre 2022, 19 décembre 2023 et 25 novembre 2024.

L'inspection des installations classées consulte les trois derniers rapports de contrôle du bureau d'études Solusol et constate que les recommandations énoncées par la géologue conseil ont été mises en œuvre par l'exploitant.

L'exploitant informe par ailleurs qu'un contrôle visuel quotidien des fronts de taille, comme préconisé par les études Solusol, est bien réalisé par le chef de carrière. Ces contrôles ne font pas l'objet de rendus formalisés ni capitalisés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui faire suivre la transmission d'éléments techniques complémentaires normalement remis à Solusol courant 2025 et relatifs aux remblais mis en œuvre dans le bas du thalweg de la Combe du Perthus du Lac (géométrie des enrochements, type de remblai mis en œuvre, profils en travers, hauteur de remblais, géométrie et charge admissible de la conduite et de la buse d'évacuation des eaux pluviales).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Merlon de protection

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 31

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation – Sécurité RD

**Prescription contrôlée :**

*Afin de protéger la RD 106 de toute projection intempestive, un merlon de protection d'au moins 2 m de haut sera réalisé à une distance minimale de 15 m du pied du front en cours d'exploitation au niveau de la carrière.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que les dispositions mises en œuvre (merlon de protection pour partie constitué en gabions le long de la RD 106, distances de recul par rapport aux fronts en exploitation) sont conformes et suffisantes pour prévenir normalement des projections intempestives sur la route.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 33.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

*Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux où des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier.*

*Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité des réservoirs associés.*

*Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.*

*Les stockages d'hydrocarbures et de liquides polluants sont sous abri.*

*Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.*

*Les centrales hydrauliques situées dans les installations de traitement fixes ou mobiles sont également équipées de cuvettes de rétention.*

*En cas d'intervention exceptionnelle sur les engins dans le site d'excavation, des bacs de rétention*

mobiles de capacité suffisante sont mis en place.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée. L'exploitant forme ses personnels à la conduite à tenir en cas de survenance d'un tel événement. Un kit de dépollution d'une forte capacité d'absorption (200 à 400 litres) est présent dans l'atelier. Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées. Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant (au moins tous les 3 ans).

Les engins travaillant à l'extraction ou au remblaiement ne stationnent pas sur le lieu de travail lors des pauses et en fin de journée, mais rejoignent l'aire de stationnement étanche des engins de la carrière. Tout ravitaillement et entretien des engins (utilisation des lubrifiants) est interdit en dehors de l'aire étanche. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées constate qu'une aire étanche pour le stationnement et le ravitaillement a bien été réalisée sur le site au droit de l'algeco de la bascule et du local du personnel. Elle est reliée à un séparateur d'hydrocarbures qui est vidangé et curé tous les ans par la société Aoste Vidange. L'inspection des installations classées contrôle le dernier bordereau de suivi des déchets dangereux établi le 18 décembre 2024 (quantité 750 kg).

Le stockage de GNR est effectué dans une cuve double paroi entreposée sur une rétention en béton dans un local sous abri en contre-bas le long de la RD 106. La cuve est désormais connectée à un distributeur enrouleur mis en place début 2025 et accessible sur l'aire de ravitaillement.

Au droit de l'aire de ravitaillement, une cuve double peau d'AdBlue de 3000 litres est présente, dont la rétention est intégrée.

Enfin, dans le container de stockage, différents bidons d'huiles, liquides de refroidissement sont disposés sur deux bacs de rétention. Des kits et rouleaux antipollution sont disposés en quantité suffisante dans le local et facilement accessibles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 10 : Rejet des eaux**

**Références réglementaires :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 33.3  
Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

*Rejet des eaux pluviales :*

*Les eaux de ruissellement pluviales seront dirigées vers deux points bas du site et formeront deux bassins de rétention. Aucune eau pluviale ne sera rejetée en dehors du périmètre du site. Ces bassins*

seront dimensionnés pour recevoir une pluie décennale. Ce dimensionnement tiendra compte de la surface de chaque bassin versant des rétentions.

Toutes les eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées du site (plate-forme de ravitaillement et de parking des engins...) sont dirigées vers une installation de traitement comprenant un déshuileur-dégraisseur, avant rejet vers un des bassins de rétention d'eaux pluviales. Les résidus d'hydrocarbures sont récupérés par un éliminateur agréé.

Les eaux canalisées rejetées respectent après traitement les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. L'émissaire est équipé d'un dispositif de prélèvement et d'un canal de mesure du débit.

Art. 58 de l'AM du 26/11/2012 :

Pour les eaux pluviales polluées déversées dans le milieu naturel :

- la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ;
- si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 33, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;
- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 33, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées constate que les eaux de ruissellement pluviales sur les fronts et le carreau de la carrière sont bien dirigées vers un point bas du site formant un bassin de rétention de capacité de 1 200 m<sup>3</sup> suffisante.

Suite au dernier contrôle réalisé en septembre 2022, l'exploitant a en effet supprimé la digue séparant précédemment les deux bassins (décantation / infiltration) obtenant ainsi une surface de bassin de 305 m<sup>2</sup>, puis surcreusé un peu jusqu'à la cote 1128 m NGF.

Aucune eau pluviale n'est rejetée en dehors du périmètre du site. Les eaux s'infiltrent dans le bassin car le massif karstique est relativement fracturé.

Par ailleurs, toutes les eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées du site (plate-forme de ravitaillement et de parking des engins...) sont bien dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures, dont les résidus d'hydrocarbures sont récupérés par un éliminateur agréé (cf point de contrôle précédent).

Aucune eau canalisée n'est rejetée directement au milieu naturel.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne réalise pas d'analyse de qualité des eaux rejetées au milieu naturel en sortie du séparateur. Cette obligation d'analyse, sur une fréquence semestrielle puis annuelle, n'est pas explicite dans l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2015 mais s'applique néanmoins au site par les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié le 22 octobre 2018.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire réaliser dans un délai de 3 mois une première analyse en sortie / aval du séparateur d'hydrocarbures et ce, avant rejet au milieu naturel. Le prélèvement et l'analyse seront renouvelés 6 mois après le premier prélèvement.**  
**Si les résultats de ces deux premières analyses sont conformes, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être annuelle. Si un résultat d'une analyse est non conforme, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Pollution atmosphérique – Poussières**

**Références réglementaires :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 34

Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 39 & 57

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

*Le brûlage à l'air libre est interdit.*

*L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage. Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin et notamment lorsque les conditions météorologiques l'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.*

*Les véhicules quittant le site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. [...]*

**Articles 39 & 57 de l'AM du 26/11/2012 :**

*L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.*

*Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement.*

*Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. [...]*

*Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.*

*La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.*

*L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a mis en place les mesures suivantes pour limiter les émissions de poussières :

- la vitesse des camions et des engins sur le site est limitée à 25 km/h / 15 km/h dans les fortes pentes (présence des panneaux de signalisation et consigne) ;
- Un paysagiste voisin vient arroser les pistes avec son tracteur et une remorque-citerne matin et après-midi ;
- une cuve à eau est présente sur le carreau bas pour alimenter le process de traitement primaire en cas de besoin ;
- une seconde cuve à eau est positionnée en réserve sur le site proche des installations logistiques ;
- le déplacement récent du traitement secondaire (granulométrie inférieure à 20 mm) sur la carrière d'Izeaux visant ainsi à une amélioration notable des émissions de poussières sur le site de Méaudre.

Par ailleurs, l'exploitant procède à des campagnes annuelles de surveillance des retombées de poussières à l'aide de plaquettes, sur une durée de 30 jours minimum, en période estivale lorsque les enjeux de poussières sont les plus importants.

La surveillance s'effectue en 3 points d'implantation : 2 stations de mesure au niveau des zones principalement impactées par les retombées liées aux émissions du site et 1 station témoin.

La dernière campagne a été réalisée par le cabinet Kali'Air entre le 22 juillet et le 26 août 2024. Les concentrations relevées ont été de 20,6 et 141 mg/m<sup>2</sup>/j en moyenne sur la carrière, et 22,4 mg/m<sup>2</sup>/j sur la station témoin. Les teneurs des points sont inférieures à la valeur de référence sanitaire retenue pour l'air ambiant de 350 mg/m<sup>2</sup>/j.

L'inspection des installations classées constate néanmoins que la fréquence trimestrielle de surveillance des retombées de poussières n'est pas respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de respecter, dans un délai de 3 mois, la fréquence trimestrielle de surveillance des retombées de poussière. En tenant compte de la fermeture hivernale du site, une campagne de 30 jours minimum sera réalisée sur chacune des autres saisons : au printemps, durant l'été et à l'automne. L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées, un bilan par année des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 12 : Bruit**

**Références réglementaires :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 36.1  
Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une*

*gêne pour sa tranquillité.*

*Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous*

<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)</i>	<i>6 dB(A)</i>	<i>4 dB(A)</i>
<i>Supérieur à 45 dB(A)</i>	<i>5 dB(A)</i>	<i>3 dB(A)</i>

*De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) sauf si le bruit résiduel est supérieur à cette limite.*

*L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes. Les avertisseurs de recul des engins de chantier sont de type "cri du lynx".*

*Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, puis renouvelé tous les cinq ans. En tant que de besoin, une fréquence de mesure plus importante pourra être demandée à l'exploitant par l'inspecteur des installations classées.*

*Art. 52 de l'AM du 26/11/2012 :*

*La fréquence des mesures est annuelle.*

*Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.*

*Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.*

#### **Constats :**

L'inspection des installations constate que l'exploitant a bien mis en place un contrôle diurne de ses émissions sonores lorsque la carrière est en activité, avec trois points de mesure en limite de propriété et trois points de mesures chez des riverains dans le voisinage.

L'inspection des installations consulte les derniers rapports de mesures des niveaux de bruit qui ont été réalisées en 2019, 2020 puis en 2023 par le cabinet Orfea Acoustique. L'ensemble des niveaux de bruit en limite de propriété sont conformes et inférieurs à la limite de 70 dB(A). Les émergences mesurées dans le voisinage sont elles aussi conformes et inférieures à la limite de 6 dB(A). Par ailleurs, aucune tonalité marquée n'a été détectée lors des mesures.

L'inspection des installations classées constate la conformité de la surveillance des émissions sonores. La prochaine campagne devra avoir lieu en 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 13 : Vibrations liées aux tirs de mines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 36.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vibrations

**Prescription contrôlée :**

*Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. A ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés.*

*Les tirs de mines sont interdits en période nocturne.*

*Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 4 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...]*

*Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations.*

*Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées.*

*Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.*

*L'exploitant avertit, selon les modalités définies avec les parties intéressées, au moins 24 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que le registre des tirs de mines et des vibrations est bien tenu à jour avec les caractéristiques techniques de chaque tir, les bordereaux de livraison du fournisseur ainsi que les résultats des mesures de vibrations. Les vibrations sont enregistrées en deux points : à la bascule et chez un voisin.

L'inspection des installations classées constate que tous les tirs réalisés font bien l'objet d'un suivi systématique des vibrations.

Aucun des tirs réalisés depuis 2023 (16 tirs en 2023, 9 tirs en 2024 et 12 tirs en 2025 à date du 30 juin) n'a été détecté par le sismographe disposé chez le riverain (vibrations inférieures au seuil de déclenchement de l'enregistrement).

Pour le sismographe disposé à la bascule en entrée de la carrière, toutes les mesures de vibrations enregistrées en 2023 et 2024 présentent des vitesses particulières dans les trois directions (L/T/V) inférieures au seuil de 4 mm/s prescrit par l'arrêté d'autorisation du 16 novembre 2015.

En 2025, seul un tir (le second du 18 mars 2025 avec 55 trous de foration) présente une vitesse particulière longitudinale supérieure à 4 mm/s mais néanmoins inférieure à 5 mm/s.

L'exploitant confirme à l'inspection des installations classées qu'il informe systématiquement la veille de chaque tir la mairie d'Autrans-Méaudre en Vercors. Lors du tir et jusqu'à la levée de doutes, l'exploitant se charge de couper la circulation sur la RD 106 avec du personnel en place et des panneaux "Minage en cours".

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Plan de circulation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 37

**Thème(s) :** Risques accidentels, Transport

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (plan de circulation affiché à minima à l'entrée).*

<p><i>Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.</i></p> <p><i>Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté. L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps. Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.</i></p> <p><i>Les pentes des pistes doivent être inférieures à 15 %. Pour les pentes &gt; 10 % un dossier de prescription doit être fourni par l'exploitant. Ce dossier de prescriptions précise pour chaque type de véhicules : les lieux de circulation, les vitesses autorisées.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que les modalités de circulation (plans, vitesses, fléchages et directions, consignes sur site) sont correctement signalées et affichées sur le site ; en particulier, la signalisation des pentes supérieures à 15 % et la vitesse qui y est alors limitée à 15 km/h.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Plan de gestion des déchets inertes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 39</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.</i></p> <p><i>Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</i></p> <p><i>Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées a été actualisé en mars 2016 suite au renouvellement et à l'extension de l'autorisation d'exploiter puis sur une fréquence quinquennale conforme en juin 2021.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que son contenu est conforme aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p>La prochaine actualisation du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées devra intervenir en 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 42</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p><i>L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.</i></p> <p><i>Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an. Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant procède bien à la vérification périodique annuelle de ses installations électriques.</p> <p>Le dernier contrôle a été réalisé par le cabinet Apave le 28 avril 2025. Il comprend quelques observations d'amélioration et aucune non-conformité ou défectuosité majeure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, articles 35 &amp; 42</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur.</i></p> <p><i>Les moyens de secours sont signalés, leur accès dégagé en permanence, ils sont entretenus en bon état de fonctionnement.</i></p> <p><i>L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel. Celui-ci est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant procède bien à la vérification périodique annuelle de ses extincteurs.</p> <p>Le dernier contrôle a été réalisé par Alpes Sérénité Incendie le 10 octobre 2024. Les extincteurs présents sur le site et dans les engins sont en nombre suffisant et en capacité/type adaptés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 18 : Déclaration annuelle GERP - Enquête carrière

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4, 6 &amp; 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, GERP</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 4 : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, [...];</li> <li>les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant</li> </ul>

*indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets [...];*

- les volumes d'eau prélevée dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ;*
- les volumes d'eau rejetée, le nom et la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an [...].*

*Art. 6 : La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet [...].*

*Art. 7 : La déclaration des données d'émission d'une année est effectuée avant le 1er avril de l'année suivante si elle est faite par télédéclaration.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que la déclaration annuelle GEREP est correctement réalisée chaque année par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite